

[Text]

you took all the upper limits, it would amount to about \$9 million. Well, this in itself was so much lower than what the late Mr. Laporte said was being spent in 1956. But they did not even approach half of it in the 1966 election; they were spending less than what the limits were.

**Mr. Forrestall:** To turn to the scene nationally, the continued absence of some form of control on upper limits, of course, is going to permit the amount of money being spent to continue to climb. While we may from time to time be very, very deeply concerned about the financial situation—and I think all our parties might wish that we constantly had more money for more research, for more ongoing things from election to election—notwithstanding these desires which I think are obvious and will always continue, it nevertheless is true that national parties have always found a way to raise money; and I can only assume that this would be the case in the future.

What I am wondering about right now is what your views are with respect to the point at which really it would get out of hand, where it really would deny an individual, who had a sincere desire to serve people or serve a region or serve in the House of Commons, the opportunity of seeking office simply because it was away outside his financial capacity to even consider. Have we arrived at that point yet, do you believe, in Canada, or are we approaching it? Would we be, by 1980, beyond that point?

• 1550

**Dr. Paltiel:** I attempted in the last chapter of my book, to work out the cost based on the declared election expenses. Mr. Chappell has just handed me what it actually cost. I tried to make an estimate of what was spent to win a seat based on declared election expenses. This is not speculation, this is what the members themselves or candidates declared to be their expenses.

**Mr. Walker:** It is still speculative.

**Mr. Forrestall:** That bears the name declared.

**Dr. Paltiel:** I just thought it might be interesting to do that kind of exercise. For instance, I took the average expenditures of winning candidates by party. The Liberals, for instance, were \$15,000.

**The Chairman:** This is page 159?

**Dr. Paltiel:** Yes, page 159. The Conservatives were \$11,300, this is just a winning candidate, and the CCF-NDP \$8,428 and the Creditistes \$2,900. Then I tried at another time to show the average cost to the party per seat 1. Well, the cost to the Liberals, that is all their costs on the basis of the declared constituency expenditures, that would be on page 160, would be \$23,600, that is to win a seat, not counting party costs at all, declared candidates costs. For the Conservatives it was \$34,000 and the NDP, \$30,900 and the Creditistes, \$4,300.

[Interpretation]

il y avait un maximum de dépenses admissible lors des élections—maximum de \$9 millions à tous les niveaux, approximativement—compte tenu de toutes les limites supérieures—le montant s'établissait à environ 9 millions de dollars. Eh bien, ceci était beaucoup moins élevé que ce que feu M. Laporte indiquait au point de vue des dépenses en 1956. Mais, on n'a même pas atteint la moitié de ce chiffre dans les élections de 1966; on a dépensé moins que les limites.

**M. Forrestall:** Pour en venir au niveau national, du fait qu'il n'y a aucune sorte de contrôle en ce qui concerne les limites supérieures, naturellement, ceci permettra que les sommes dépensées continuent à s'élever. Et bien, que nous puissions de temps à autre, nous inquiéter très sérieusement de la situation financière—et je pense que tous nos partis aimeraient que nous disposions de plus d'argent pour faire plus de recherches, pour qu'il y ait plus de choses qui se fassent d'une élection à l'autre—malgré ces désirs, il n'en est pas œuvré que les partis nationaux ont toujours trouvé moyen d'obtenir des fonds; et je ne puis que présumer que ceci sera le cas à l'avenir.

Ce que j'aimerais savoir pour le moment, c'est quelles sont vos opinions au sujet de la situation qui pourrait se produire où l'on perdrait contrôle de la situation, où l'on empêcherait le particulier qui a le désir sincère de rendre service à ces concitoyens ou à une région ou à la Chambre des communes, où on empêcherait ce particulier d'avoir l'occasion de présenter pour demander un emploi, simplement du fait qu'il n'aurait pas les moyens financiers de le faire. Est-ce qu'au Canada, nous en sommes arrivés actuellement à cette situation ou est-ce que nous en approchons? Est-ce que, en 1980, nous aurons dépassé ce stade?

**M. Paltiel:** J'ai essayé dans le dernier chapitre de mon livre, d'établir quelles ont été les causes d'après les dépenses électorales déclarés. Monsieur Chappell vient juste de me dire ce qu'il en coûte en réalité. J'ai essayé de faire une évaluation de ce qui a été dépensé pour gagner un siège d'après les dépenses électorales déclarés; ceci n'est pas du domaine spéculatif c'est ce que les membres eux-même ou les candidats ont déclaré être leurs dépenses.

**M. Walker:** C'est encore du domaine de la spéculation.

**M. Forrestall:** Qui porte le nombre de déclarés.

**M. Paltiel:** J'ai pensé qu'il serait peut-être intéressant de faire ce genre d'exercices. Par exemple j'ai pris les dépenses moyennes des candidats heureux par parti; les libéraux par exemple, ont dépensé \$15,000.

**Le président:** Est-ce que c'est à la page 159?

**M. Paltiel:** Oui à la page 159. Pour les conservateurs le montant s'est élevé à \$11,300, juste pour un candidat heureux \$8,428 pour le NPD et pour les créditistes \$2,900. Par ailleurs, j'ai essayé de montrer la dépense moyenne pour le parti, par siège. Pour les libéraux la somme totale sur la base des dépenses déclarés par circonscription électorale serait de \$23,600; (ceci se trouve à la page 160) c'est ce qu'il faut pour gagner un siège sans compter les dépenses des partis seulement, les dépenses déclarées des candidats. Pour les conservateurs ce montant est de